



Le 8 février 2007 Retraites, Emploi, Salaires et Services publics, Public et privé, tous en grève et dans la rue !

Défendre les Retraites

Le COR (Conseil d'orientation des retraites, a présenté un rapport (le 4è, intitulé « *Retraites, questions et orientations pour 2008* », dans le but dit-il, d'éclairer le gouvernement et le parlement dans la perspective du rendez-vous 2008.

Ce rapport préconise l'allongement de la durée des cotisations et la réduction du montant des retraites. Il table sur la division entre les salariés du secteur public et ceux du privé en proposant la suppression des régimes particuliers. En réalité, ce sont tous les régimes de retraites qui sont visés.

Défendre l'emploi

La réalité quotidienne des salariés et de leurs difficultés à vivre est ignorée. Tous les discours du patronat et du gouvernement, relayés par les médias, sont centrés sur la compétitivité. Donc, pour améliorer les marges financières et augmenter les dividendes des actionnaires, l'emploi est pris pour cible et tout particulièrement l'emploi industriel comme nous pouvons le constater dans le département.

Des dizaines de milliers d'emplois sont menacés au prétexte que le « prix du travail » serait trop élevé, sans jamais traiter les profits énormes, dégagés par les grands groupes qui dictent leur loi dans toute la société.

Dans notre département l'emploi industriel est en forte régression depuis plusieurs années.

Aucune région n'est épargnée. Cependant, les fondements même de l'économie de notre département sont tellement réduits, que son avenir est compromis.

Depuis des mois, et des années ce sont des « plans sociaux » qui s'empilent (Michelin, MBDA, GIAT, Rosières, Wagon Automotive, Bussière etc.), des entreprises qui ferment. (Après Case, Manoir Industries, Fulmen, Fudji film, LNI etc.), de nouvelles restructurations sur le bassin de Vierzon déjà sinistré (Timken, Parker...), des menaces qui pèsent sur les fonderies de St Satur, sur l'entreprise Pielstick à Jouet sur l'Aubois.

L'arrêt des embauches et les départ en retraite ou préretraite non compensées aggrave encore plus la situation et conduit à plus de précarité.

C'est le cas chez **NEXTER (ex GIAT), Michelin, Rosières, Wagon Automotive, Mbda**, mais aussi **Semt Pielstick, Timken, Bussière, Smurfit, Fass**) et les annonces récentes, de **134 suppressions de postes chez Wagon à St Florent**.

L'emploi industriel dans notre département représente aujourd'hui 20377 salariés sur les 67430 que compte le Cher (soit 30.21%). L'emploi industriel est en recul de 13% depuis 2001 !!!

Toutes les suppressions d'emploi réalisées ou annoncées dans le département ont pour origine des choix financiers dans l'intérêt des actionnaires et non des difficultés économiques.

Les entreprises en France disposent de 567 milliards d'€ de trésorerie, soit plus que le budget de l'État et des collectivités territoriales réunis.

C'est sur ces critères que l'on continue de supprimer des dizaines de milliers d'emploi dans les services publics que ce soit dans l'Education nationale, à EDF-GDF, à la SNCF, dans les différents ministères etc.

Plusieurs candidats à l'élection présidentielle ont déjà annoncé leur intention de réduire massivement le nombre de fonctionnaires certains allant même jusqu'à prôner la suppression du statut de la fonction publique.

Défendre les salaires

1 salarié sur 2 gagne moins de 1500 € par mois. 4 salariés sur 10 voient leur salaire baisser chaque année. Parmi ceux-là, 2 sur 10 voient leur salaire baisser de plus de 15 %. Pour un nombre croissant de salarié, le salaire minimum ne suffit plus à payer un loyer et ils se retrouvent sans domicile fixe. Il faut une augmentation substantielle des salaires minimum dans toutes les grilles et une revalorisation globale de celles-ci afin de rattraper les pertes de pouvoir d'achat et reconnaître les qualifications.

Défendre et améliorer les conditions de travail

Les suppressions d'emploi massives dans le secteur privé comme dans le secteur public dans le but de rechercher toujours plus de productivité a pour conséquence une aggravation généralisée des conditions de travail. Les accidents du travail sont en augmentation ainsi que de nombreuses maladies professionnelles tels que les troubles musculosquelettiques.

La « gestion par le stress » se généralise avec une explosion du harcèlement moral au travail.

Défendre et améliorer les services publics

Les services publics sont un élément constitutif de la république : service rendu au prix coûtant, égalité de traitement entre tous les citoyens quel que soit leur lieu d'habitation, service de proximité.

Les privatisations continuent et les pouvoirs publics imposent une gestion selon les critères du libéralisme.

Des vérités à crier plus fort :

- pour démontrer que l'argent existe, pour répondre aux revendications et tordre le cou à l'idée que le travail serait un coût en France.
- en faisant la clarté sur la réalité des salaires et des besoins, nous allons faire reculer la pression qui s'exerce sur l'emploi et permettre des luttes convergentes, **TOUS ENSEMBLE**.

C'est pourquoi, l'Union départementale CGT appelle les salariés actifs, retraités, demandeurs d'emploi, salariés du public et du privé à faire grève et à manifester pour exiger partout l'ouverture de négociations sur les revendications exprimées ci-dessus.

JEUDI 8 FEVRIER 2007

- **BOURGES à 10 h 30, place Séraucourt,**
- **VIERZON à 10 h 30, Forum République**
- **SAINT-FLORENT à 10 h 30, place de la République,**
- **SAINT-AMAND à 10 h 30, place de la République (place Carrée)**
- **LA GUERCHE à 10 h 30, place du général de Gaulle.**